

Assurance chômage :

Non à la flex-modulation de Macron !

Le gouvernement prolonge la convention assurance chômage de 2019 jusqu'à fin 2023. Elle a déjà fait 1,2 millions de perdants qui ont vu leurs allocations baisser de 155 euros en moyenne. Il vient de faire passer une loi lui permettant de modifier le principe indemnitaire de l'assurance chômage qui est un droit assurantiel. Et pour ce faire, la Macronie a obtenu les pleins pouvoirs votés par les députés en ce début octobre dans le cadre du projet de loi « plein emploi ».

- ▶ Alors que 25 % à 42 % des salariés éligibles ne recourent pas à l'indemnisation
- ▶ que 5,8 millions de chômeurs - toutes catégories confondues – sont inscrits à Pôle emploi
- ▶ que 39% d'entre eux sont déjà pauvres
- ▶ que 62% ne sont pas indemnisés
- ▶ que les 38% indemnisés ont un montant moyen des allocations de 960 euros qui est en dessous du seuil de pauvreté

Le gouvernement, au nom du prétendu "plein emploi" et des métiers dits en "tension", instaure un système d'indemnisation modulable et flexible en fonction du marché de l'emploi. Le Sénat a même aggravé le texte en rajoutant la suppression de l'allocation chômage après 2 refus de CDI d'un salarié en CDD ou en intérim. Déjà, le gouvernement s'est précipité d'annoncer la diminution de 25 % de la durée d'indemnisation des nouveaux demandeurs d'emplois dès le 1er février 2023 !

- ▶ C'est la mise en cause de nos libertés de choix
- ▶ C'est la protection individuelle qui est remise en cause
- ▶ C'est la destruction de l'assurance chômage avec la mise en place d'une Flex-modulation pour percevoir les allocations
- ▶ C'est la généralisation totale de la précarité pour tous et toutes et la flexibilisation des salariés
- ▶ C'est la destruction du paritarisme et un hold-up sur la gouvernance de l'Unedic
- ▶ C'est une épée de Damoclès sur la tête de tous les salariés qui impactera les négociations concernant les conditions de travail
- ▶ C'est la remise en cause du droit constitutionnel à la protection physique, morale et matérielle
- ▶ Et enfin c'est faire des économies, 4 milliards, sur le dos des plus faibles et multiplier la pauvreté

Non à cette injustice, à ce mépris des populations auxquelles Macron veut imposer des conditions d'existence misérables et de maltraitance sociale.

Oui à l'égalité et la solidarité, au partage de la richesse produite entre tous-tes.

Nous exigeons :

- ⇒ **Le retrait de la réforme d'assurance chômage d'octobre 2019 et refusons les éventuelles modifications que pourrait faire le gouvernement Macron aujourd'hui**
- ⇒ **L'arrêt immédiat de la politique des radiations pour faire baisser artificiellement les chiffres du chômage**
- ⇒ **L'indemnisation de toutes les formes de chômage et de précarité à hauteur du Smic**
- ⇒ **La réduction du temps de travail à 32H**
- ⇒ **Des emplois correctement rémunérés, librement choisis, socialement et écologiquement utiles**

Tou.te.s concerné.e.s !

Manifestons le Samedi 3 décembre 2022

A 15h place de la Victoire à Bordeaux

Premiers signataires :

AC! Gironde, Apeis, Mncp, Attac 33, CLAP 33, Collectif BEL, Jaunes Etc, DAL 33, OPA, Groupe municipal BEL, UL CGT Bordeaux Centre, FSU 33, Solidaires 33, CNT SO, Solidaires Sud Emploi, CGT Ford, NPA33, PCF 33, PG 33, PCOF